

Objectif Développement 17

Le billet des représentants français au sein des institutions financières internationales et de l'ONU

Une publication bimestrielle de la DG Trésor réalisée en partenariat avec Business France et Medef International

Conçue à destination des entreprises s'intéressant aux activités et aux marchés des institutions multilatérales en charge du développement, cette lettre a pour objectif de leur transmettre une information utile à la construction ou à la poursuite de leurs projets, dans un environnement en perpétuelle évolution.

Rédigée par les représentants français auprès des institutions à vocation mondiale (ONU, Banque mondiale) mais aussi régionales en Europe (BERD, BEI, RP UE, CEB) comme hors Europe (BAfD, BID, BASD, BAII, BISD), elle traite des principaux sujets d'actualité de chacune de ces institutions et présente les opportunités de marché.

Ce 17^{ème} numéro évoque notamment la réforme du système de développement des Nations-Unies, la conférence sur les infrastructures à l'heure du numérique (BM – Toulouse School of Economics), le prochain salon des opportunités commerciales de la BASD, la visite d'une délégation d'entreprises françaises à la BAAI et les parts des entreprises françaises sur les marchés de l'aide extérieure de l'Union européenne.

Pour chaque institution figurent: ☑ l'adresse de son site Internet ainsi qu'un nom de contact désigné comme le point d'entrée au sein de l'institution concernée. La rubrique ► Focus développe le principal message que le correspondant souhaite transmettre. Enfin, la rubrique ☐ Brèves et liens utiles recense les ☐ événements et ♣ publications à noter tout comme les ➡ Sites ou liens utiles. Les liens et icônes sont cliquables.

NATIONS-UNIES
GROUPE BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BASD)
BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAII)
GROUPE BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BISD)
BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMEN
(BERD)
FINANCEMENTS EUROPÉENS (RP UE)10
AGENDA1



NATIONS-UNIES

☑ https://www.tresor.economie.gouv.fr/RP-DP/817 et www.un.org/fr

♣ Ariane JOAB-CORNU, SE New York-ONU 🖂

► Focus : Réforme du système de développement des Nations-Unies - réunion du groupe Utstein à New York les 21 et 22 décembre 2019.

Sous présidence belge, le groupe Utstein[1] s'est réuni à New York en parallèle du séminaire des « résidents coordonnateurs » (RC) du Système de développement des Nations Unies (SDNU), organisé par le Secrétaire général des Nations-Unies. Les témoignages des résidents coordonnateurs ont été particulièrement éclairants sur la valeur ajoutée de ce nouvel échelon de coordination mis en place par la réforme du SDNU, qui permet notamment une plus grande cohérence et lisibilité de l'action des agences sur le terrain, une meilleure mise en œuvre de l'agenda de prévention ou encore l'ouverture d'un espace de dialogue sur les droits de l'homme.

En Equateur par exemple, le RC a été appelé par les autorités locales à jouer un rôle de médiateur avec la société civile lors des violentes protestations de cette année.

La Secrétaire générale adjointe, Me. Amina Mohamed, et Robert Piper, sous-Secrétaire général adjoint chargé de bureau de la coordination pour le développement, ont appelé les pays membres d'Utstein en tant que principaux soutiens à l'effort de réforme du SDNU depuis les années 1990 à rester mobilisés, notamment sur les volets non encore finalisés de cette réforme ambitieuse : le repositionnement de l' « échelon régional » du système, et la réforme interne du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

^[1] Groupe de treize pays donateurs (Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse) ayant des politiques communes qui entretient un dialogue avec les agences, fonds et programmes des Nations-Unies sur leurs orientations stratégiques et organisation interne.



GROUPE BANQUE MONDIALE

☑ www.banquemondiale.org

- ♣ Martin AMAR, conseiller entreprises au bureau de l'Administrateur 🖂
- Focus: #Infra4Dev, les infrastructures à l'heure du numérique. Comment adapter la réglementation? Toulouse, 11 Décembre 2019

Organisée conjointement par la vice-présidence en charge des infrastructures de la Banque mondiale et la Toulouse School of Economics (TSE), la première conférence annuelle Infra4Dev a pour objectif d'explorer les liens entre infrastructures, numérisation et réglementation, de faire le point sur le débat politique sur ces questions, et de réfléchir aux implications pour les pays en développement. Les réseaux d'infrastructures sont de plus en plus numérisés, permettant ainsi d'envisager d'autres niveaux d'efficacité et de prestation de services. Déjà bien avancé dans les réseaux de communication, ce processus commence à transformer les secteurs de l'énergie et du transport. La numérisation des infrastructures pose de nouveaux défis en matière de réglementation des services d'infrastructure, redéfinissant ainsi les limites des monopoles naturels et de la concurrence, tout en bouleversant fondamentalement les structures de coûts et les modèles commerciaux. La conférence se déroulera à Toulouse, le mercredi 11 décembre 2019, soit la veille de l'atelier annuel du Réseau européen de recherche sur le développement (EUDN). Cette conférence est destinée à des universitaires, praticiens et entrepreneurs ayant une expertise dans les domaines de la réglementation et de la numérisation des infrastructures. Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures, se chargera de l'allocation d'ouverture et Jean Tirole, président honoraire de la Fondation Jean-Jacques Laffont — TSE, prononcera un discours liminaire.

Programme:

https://www.worldbank.org/en/events/2019/12/11/infrastructure-in-the-digital-era-how-should-regulation-adapt#2

Inscriptions:

- →https://www.worldbank.org/en/events/2019/12/11/infrastructure-in-the-digital-era-how-should-regulation-adapt#1
- Brèves et liens utiles

Forum de la Fragilité au siège de la Banque Mondiale Washington, D.C., 2-4 Mars 2020

Le forum de la fragilité est un évènement de haut niveau organisé par la Banque Mondiale rassemblant praticiens et décideurs du monde entier pour partager leur expérience des environnements affectés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Pendant trois jours, ce forum sera l'opportunité d'échanges entre gouvernements, institutions internationales, donneurs bilatéraux et



représentants du secteur privé de la société civile et du monde académique sur le sujet. Il s'agit de la troisième édition de ce forum créée en 2015.

Informations:

➡https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx?id=wP6iMWsmZoy1bieW2 PWcNtUDF4N_vXJBkRMZIBjsG_VUQ1dTToFLSohXUohGQTAwMEZZRk5WME9FN C4u

Inscriptions:

➡https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx?id=wP6iMWsmZoy1bieW2 PWcNtUDF4N_vXJBkRMZIBjsG_VUQ1dTToFLSohXUohGQTAwMEZZRk5WME9FN C4u

GROUPE BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

- ♣ Patrick HERVE, Administrateur suppléant pour la France 🖂
- ♣ Hervé JEVARDAT, Business France, Service organisations internationales Bailleurs de fonds ⋈

Focus: Venezuela

Après l'octroi par la Corporation andine de développement (CAF) d'un soutien budgétaire de 500 millions USD au Venezuela en 2018, la Banque interaméricaine de Développement a financé 11 assistances techniques pour ce pays en 2019.

Depuis début août 2019, **8 projets d'assistance technique** ont été approuvés par la BID malgré la crise que traverse le pays. Parmi ces projets on peut citer :

- celui pour les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports : 600 000 USD pour des missions de consultants pour la remise en état, à court et moyen terme, des capacités. L'étude comprendra le diagnostic de la situation actuelle, l'identification des mesures à prendre les plus urgentes et la définition d'un schéma directeur routier.
- 80 000 USD pour le développement de la dématérialisation des paiements.
- 380 000 USD pour étudier le système de santé et le renforcer pour les populations les plus vulnérables.
- la situation des échanges et des investissements fait quant à elle l'objet d'une étude de 150 000 USD pour la mise en place de mesures de court terme facilitant l'importation de biens et de services, ainsi que pour les réformes réglementaires et institutionnelles pour que le pays retrouve sa place dans les échanges internationaux et que soient restaurés les flux d'investissements.
- ⇒https://www.iadb.org/en/projects-search?query%5Bcountry%5D=VE&query%5Bsector%5D=&query%5Bstatus%5D=Implementation&query%5Bquery%5D=



BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BASD)

- ♣ Pierre-Emmanuel BELUCHE, Administrateur pour la France ⊠
- ♣ Anna AUSTRIA, conseillère marchés, Business France 🖂

► Focus : nouveau format pour la prochaine « Business Opportunities Fair » de la BAsD qui devrait avoir lieu à Tachkent, en Ouzbékistan, en septembre 2020.

Depuis 2009, la Banque asiatique de développement (BAsD) organise une foire d'opportunité d'affaires annuelle à son siège de Manille, aux alentours de mars, qui a attiré au cours des dernières années un millier de participants d'entreprises sur une semaine. A partir de l'année prochaine, la BAsD prévoit de rénover sa formule en proposant d'organiser alternativement, une année sur l'autre, une BOF dans un pays en développement suivie d'une BOF à nouveau au siège. L'objectif est de bénéficier davantage de la présence des représentants des ministères et autres agences d'exécution des pays récipiendaires de la région, ainsi que de celle des entreprises de génie civil et de travaux, traditionnellement moins représentées que les consultants. La prochaine édition de la BOF se tiendrait ainsi à Tachkent, en septembre 2020, avec le soutien du gouvernement de l'Ouzbékistan. L'évènement aura nécessairement un prisme Asie de l'ouest et centrale, dont le département en charge à la BAsD est compétent pour le Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), les Républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) ainsi que pour l'Afghanistan et le Pakistan, et a financé 4,5 Md\$ d'opérations en 2018 (dont plus d'1 Md\$ en Ouzbékistan).

Les dates précises seront confirmées au premier trimestre de l'année prochaine. En 2021, la BOF aura à nouveau lieu à Manille, a priori au mois de mars.

■ Brèves et liens utiles

Sept plans opérationnels déclinant la Stratégie 2030.

Le conseil d'administration a finalisé en octobre sept plans opérationnels visant à implémenter les sept priorités de la Stratégie 2030, approuvée en juillet 2018 : (i) mettre fin à la pauvreté persistante et réduire les inégalités ; (ii) accélérer la progression vers l'égalité des genres ; (iii) lutter contre le changement climatique, renforcer la résilience contre les catastrophes naturelles et la soutenabilité environnementale ; (iv) rendre les villes plus vivables ; (v) promouvoir le développement rural et la sécurité alimentaire ; (vi) renforcer la gouvernance et



la capacité institutionnelle; (vii) encourager la coopération régionale et l'intégration.

Nouvelles stratégies pays au Cambodge, en Arménie et Géorgie, ainsi qu'au Bhoutan et Népal.

La BASD a approuvé la nouvelle Country Partnership Strategy 2019-2023 pour le Cambodge et va à ce titre intervenir dans les quatre domaines suivants: (i) accélération de la compétitivité et de la diversification de l'économie; (ii) renforcement du capital humain et de l'apprentissage tout au long de la vie; (iii) promotion d'un développement durable, vert et inclusif; (iv) amélioration de la gouvernance. La Banque prévoit plus d'1,2 Md\$ de financements sur la période. La BASD a également approuvé sa stratégie pays en Arménie (en ligne dans les prochains jours) et en Géorgie, où son activité a été récemment très dynamique, en particulier sur des grands projets d'infrastructures routières, impliquant des sections complexes de ponts et tunnels. Enfin, la BASD a renouvelé sa stratégie au Bhoutan et au Népal.

BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAII)

- ♣ Daphné PRIOUZEAU, adjointe au chef du bureau Multifin 3, DG TRESOR 🖂
- Legal Chloé RIDEL, adjointe au chef du bureau Multifin 3, DG TRESOR □

Focus : délégation de sociétés françaises en mission à la BAAI

La BAAI a reçu fin octobre une délégation d'une douzaine de sociétés françaises, parmi lesquelles les filiales d'importantes sociétés d'infrastructure (Suez, Véolia, SNCF, EDF, etc.) La plupart des entreprises avaient déjà une bonne connaissance de l'Asie et du monde des banques multilatérales de développement, mais aucune n'a de contrat avec l'AIIB pour l'instant. La mission a été organisée conjointement par le MEDEF international et Business France qui ont pu rencontrer également le Chef du Service économique régional (SER) à Pékin ainsi que l'AFD.

L'AIIB avait fait des efforts de disponibilité sur ses personnels et les sociétés ont été satisfaites par les échanges avec la Banque, notamment de l'alignement de l'AIIB sur les pratiques des autres banques en matière d'opérations et de passation de marchés publics. Les prochains mois permettront de voir si la prise de contact sera fructueuse pour de potentielles futures opérations, voire contrats de consulting.

■ Brèves et liens utiles



- L'AllB a accueilli son 75^{ème} membre effectif avec la finalisation de l'adhésion de l'Equateur le 1^{er} novembre. L'Equateur est membre non-régional et a souscrit à hauteur de 5 MUSD soit respectivement 0,0052 % et 0,1644 % des droits de vote. C'est le premier pays d'Amérique Latine à rejoindre à l'actionnariat de la Banque.
- Le prochain conseil d'administration de l'AIIB aura lieu à Pékin du 10 au 12 décembre. Un agenda dense avec l'adoption d'une dizaine de projets, du budget et du programme de travail 2020, et des discussions sur différents enjeux stratégiques (stratégie infrastructure du numérique, etc.).

GROUPE BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BISD)

☑ www.isdb-pilot.org

♣ Hocine MOURCHID, antenne à Djedda du SE de Riyad 🖂

► Focus : renforcement de l'activité de la BIsD en Turquie

La 35ème réunion ministérielle du Comité de coopération économique et commerciale (COMCEC) de l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) qui aura lieu à Ankara le 27 novembre prochain devrait mettre valeur le renforcement de la coopération entre la banque et la Turquie. Les annonces prévues devraient se monter à plus de 500 MUSD.

Les accords qui devraient être signés concernent les financements des projets de lignes ferroviaires pour la ville de Gaziray (train de banlieue et tramway) d'un montant de 63 MEUR, et du projet de ligne de tramway de la ville de Kayseri pour 30 MUSD.

Un projet de LGV financé à hauteur de 312 MEUR par la banque sera inauguré en présence des ministres des finances Berak Albayrak et du commerce Ruhsar Pekcan avec le président de la BISD M. Hajjar. La BISD a financé 452 projets en Turquie (4ème pays bénéficiaire) depuis sa création en 1975 pour un montant total de 11,4 Mds USD.

■ Brèves et liens utiles

Le président de la BIsD Bandar Hajjar à la tête du comité des présidents de banques multilatérales de développement à compter de janvier 2020

Dr. Bandar Hajjar présidera les réunions des chefs de file des BMD pendant un an à compter de janvier 2020. L'annonce a été actée lors de la réunion ordinaire des présidents des Banques Multilatérales de développement à Washington en marge des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI.



La BIsD approuve un financement de 69 MUSD en faveur du Bénin pour la construction de logements sociaux

Le président Hajjar a signé avec le ministre béninois de l'Economie et des Finances une convention de financement d'un montant de 69 MUSD pour la construction de logements sociaux. Le prêt direct accordé par la banque servira à construire 2145 logements sociaux ainsi que les infrastructures de base associées (éclairage des rues, réseau d'eau potable et de drainage). L'exposition de la banque au Bénin s'élèverait désormais à 105 MUSD.

Tenue à Dakar du « Transformers Summit 2019 » de la BISD

Après une première édition à Cambridge, la Banque Islamique de Développement tiendra son prochain sommet "Transformers" à Dakar le lundi 9 décembre 2019. Initiative portée par la conseillère Sciences & Technologies du président Hajjar, Hayat Sindi, le sommet devrait mettre l'honneur les porteurs de projets publics et privés de solutions innovantes autour du thème « construire des villes inclusives, sûres et résilientes en l'Afrique ». Les panels de discussions s'articuleront autour des thèmes du changement climatique, des transports et espaces publics, de l'éducation et de la santé. Le sommet aura lieu pour la première fois dans un pays membre de l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) en présence du Président du Sénégal Macky Sall, du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Amadou Hott et du président Hajjar.

→ https://isdb-transformers.org/fr/node/1https://isdb-transformers.org/fr/node/1

i Signature d'une lettre d'intention entre la BISD et la BEI pour le financement de projets "verts"

La BISD et la BEI se sont engagées à consacrer un milliard de dollars chacune au cofinancement de projets verts, lors du Sommet Sukuk de 2019, organisé à Luxembourg le 12 novembre dernier. L'accord s'étale sur une période de 5 ans jusqu'en 2024. La zone géographique retenue couvre l'Afrique et le Moyen-Orient; la priorité sera donnée aux pays dits "fragiles". Les objectifs poursuivis sont la création d'emplois, le développement des infrastructures, la lutte contre le changement climatique et le développement de la technologie et de l'innovation.

La BISD souhaite développer ses opérations dans le cadre de ce partenariat à travers l'émission de Sukuks (obligations excluant les interdits islamiques) "verts". Cette première opération pour la banque, lancée à partir du Luxembourg, sera la deuxième du genre après une précédente émission réalisée en Malaisie en 2017.



BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

☑ www.ebrd.com

♣ Alain BEAUVILLARD, Administrateur suppléant ⊠

► Focus: sommet sur les investissements dans la région du partenariat oriental

Le 22 novembre dernier, la BERD a organisé le premier sommet sur les investissements dans la région du partenariat oriental. Ce sommet, qui s'est tenu au siège de la BERD à Londres, a réuni des chefs d'État et de gouvernement, des représentants de haut niveau de l'Union européenne et de la BEI, des investisseurs internationaux et des entrepreneurs. Les discussions qui ont eu lieu lors des panels se sont concentrées sur des questions liées à la transition énergétique, digitale et écologique, au renforcement de l'intégration régionale et aux opportunités en termes de nouveaux investissements dans la région du partenariat oriental.

Cette année marque le dixième anniversaire de l'initiative sur le partenariat oriental lancée par l'Union européenne (UE) afin d'approfondir et de renforcer les relations entre l'UE, ses Etats membres et six Etats voisins de l'Est (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine). Avec plus de 26 milliards d'euros investis dans plus de 1 200 projets à ce jour, la BERD est le premier investisseur institutionnel dans la région. Elle poursuit ses efforts pour soutenir le développement du secteur privé et améliorer le climat des affaires dans les six pays du partenariat oriental.

- → https://www.ebrd.com/news/events/eastern-partnership-investment-summit.html
- → https://www.ebrd.com/news/2019/ebrd-says-time-ripe-for-more-international-investment-in-eastern-partnership-countries.html
- → https://www.ebrd.com/news/speeches/the-eastern-partnerships-rich-investment-potential.html
- Brèves et liens utiles
- Nouvelle Stratégie sectorielle Transports
- →https://www.ebrd.com/news/2019/ebrds-new-transport-strategy-promotes-sustainable-and-wellconnected-systems.html
- Nouvelle Stratégie sectorielle Tourisme et Investissements Immobiliers
- → https://www.ebrd.com/what-we-do/sectors-and-topics/property-and-tourism/overview.html



- Nouvelle Stratégie pays pour la Turquie
- → https://www.ebrd.com/news/2019/ebrd-launches-new-strategy-for-turkey.html
- 🗓 Participation du Président de la BERD au One Planet Summit
- → https://www.ebrd.com/news/speeches/frameworks-and-partnerships-for-sustainable-infrastructure.html
- Publication du rapport de Transition de la BERD 2019-2020
- ➡https://www.ebrd.com/news/publications/transition-report/transition-report-201920-better-governance-better-economies.html
- Retour sur la chute du mur et les origines historiques de la BERD
- ➡https://www.ebrd.com/news/2019/1989-how-the-fall-of-the-berlin-wall-led-to-the-birth-of-the-ebrd.html
- ⇒https://www.ebrd.com/news/2019/1989-and-the-aftermath-the-role-of-the-ebrd.html
- 🗓 Visites de délégations du Conseil au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Egypte
- →https://www.ebrd.com/news/2019/ebrd-board-directors-to-visit-kazakhstan-and-kyrgyz-republic.html
- →https://www.ebrd.com/news/2019/ebrd-board-of-directors-to-visit-egypt.html

FINANCEMENTS EUROPÉENS (RP UE)

☑ www.rpfrance.eu

- ♣ Roger DEL RIO, chef du Pôle Entreprises et Coopération (PEC) à la Représentation Permanente auprès de l'UE ☑
- ► Focus : aide extérieure de l'Union européenne en 2018 : quel « retour économique » pour les acteurs français ?

D'après les statistiques pour 2018 transmises par la Commission Européenne (CE), les contrats de marchés (services, travaux, fournitures) et de subventions générés par l'aide extérieure européenne représentent 4 Mds€ soit environ 30 % du volume total de l'aide, dont 51,8 % ont été attribués à des opérateurs européens.



La répartition par instrument (1) est la suivante :

FED	1,6 Md€
IEV	546 M€
ICD géographique	453 M€
IAP II	822 M€
ICD thématique	406 M€
Autres	184 M€

FED: Fonds Européen de Développement

ICD: Instrument de Coopération au Développement

IEV: Instrument Européen de Voisinage IAP II: Instrument d'Aide à la Pré-adhésion II

Comparé à 2017, le volume des contrats de marchés est en baisse (1,26 Md€ contre 1,66Md€ en 2017) tandis que les subventions sont en hausse (2,7 Md€ contre 2,6 Md€ en 2016).

Les contrats de marchés se répartissent en 926 M€ pour les services (936 M€ en 2017), 279 M€ pour les travaux (628 M€ en 2017) et 56 M€ pour les fournitures (100 M€ en 2017). 51,8% de ces contrats ont été remporté par des opérateurs européens.

Les opérateurs français (entreprises, agences publiques (2), ONG...) ont obtenu 19,5 % du total de ces *marchés ou subventions* attribués à des opérateurs européens, soit une enveloppe de 414 M€, en baisse par rapport à 2017 (466 M€). La France conserve sa **première place au sein des pays européens** devant l'Allemagne (340 M€), la Belgique (298 M€), le Royaume-Uni (208 M€) et les Pays-Bas (167 M€).

Les opérateurs français sont les premiers bénéficiaires dans le cadre du FED (241 $M \in \mathbb{N}$) et les deuxièmes pour l'IEV (69 $M \in \mathbb{N}$) et l'ICD Thématique (32 $M \in \mathbb{N}$). Ils se positionnent au 3ème rang pour l'ICD géographique (37 $M \in \mathbb{N}$) et au 4ème rang pour l'IAP II (14 $M \in \mathbb{N}$).

Pour les marché de services, les opérateurs français se positionnent au 3ème rang avec 122 M ϵ , derrière la Belgique (238 M ϵ) et l'Allemagne (151 M ϵ), mais devant l'Autriche (52 M ϵ).

Les marchés de *fournitures* remportés par les entreprises françaises demeurent à un niveau très faible (4,6 M€) et positionnent les entreprises françaises au

⁽²⁾ Pour les opérateurs publics ces données ne concernent que les contrats de marchés (marchés de services) ou de subventions remportés par les agences publiques des Etatsmembres. Ces agences, si elles sont accréditées par la CE, peuvent se voir déléguer en outre des fonds de la CE pour les actions extérieures.



⁽¹⁾ FED: pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique); IEV: Pays du voisinage; ICD géographique: Amérique latine, Asie centrale, Asie, Moyen Orient, Afrique du Sud; IAP II: Balkans occidentaux

4ème rang, derrière notamment l'Allemagne (6,2 M€), l'Italie (5,7 M€) et la Bulgarie (5,6 M€).

Les contrats de *travaux*, financés principalement dans le cadre du FED, remportés par les opérateurs français sont en net recul (66 M€ en 2018 contre 151 M€ en 2017). Les entreprises françaises, qui représentent plus de 80% du total des marchés de travaux attribués à des entreprises européennes, devancent largement leurs autres concurrents européens (Bulgarie : 5,7 M€, Pays-Bas : 5,6 M€, Portugal : 3 M€).

Les marchés de *subventions* remportés par les opérateurs français sont en très nette progression (221 M€ en 2018 contre 162 M€ en 2017), les principaux autres Etats Membres attributaires étant l'Allemagne (184 M€), le Royaume-Uni (156 M€), l'Italie (125 M€) et les Pays-Bas (119 M€)

Outre ces contrats de marchés et de subventions, l'**AFD et Expertise France**, en leur qualité d'agences accréditées par la Commission européenne, se sont vu attribuer des *contrats de délégation de fonds* à hauteur de **471 M€**. Elles sont devancées par les agences allemandes (680 M€) mais précèdent l'Espagne (106 M€), l'Italie (40 M€) et le Royaume-Uni (13 M€).

Sur les 133 opérateurs français ayant remporté des contrats de marchés et de subventions (en hausse, après 113 en 2017 et 119 en 2016), les 27 premiers détiennent à eux seuls 80% de l'enveloppe totale attribuée aux opérateurs français (ils étaient 16 en 2017. La situation est comparable pour les autres pays européens : l'Allemagne, avec 75 opérateurs, 15 d'entre eux concentrant 80% des contrats, présente une situation plus sélective que la France si l'on rapporte au montant total de contrats ; la Belgique est dans une situation très proche de la France (90 opérateurs, 18 concentrant 80% des contrats) ; les opérateurs britanniques sont plus diversifiés (81 opérateurs, 22 représentant 80% des contrats) ; enfin les Pays-Bas présentent un profil proche de l'Allemagne (40 opérateurs, 10 concentrant 80% des contrats).

Cette sélectivité et la concentration des contrats sur un petit nombre d'opérateurs traduisent la complexité de la réponse aux procédures d'appels d'offres et de demande de subventions de l'UE; seuls les plus aguerris et persévérants ont des chances de succès. Cependant, comme on peut le constater pour 2018, ce tableau laisse de la place pour de nouveaux entrants, sur des niches de spécialité et dans le cadre de participation à des consortiums d'opérateurs.



AGENDA

Date	Lieu	Objet	Intervenants Programme	Contacts
04-déc 2019	BF Paris	Atelier d'information sur les projets financés par l'AFD en Amérique latine et dans les Caraïbes	https://www.businessfrance.fr/le s-projets-de-l-afd-pour-l- amerique-latine-et-les-caraibes	herve.jevardat@businessfra nce.fr
9 et 10 décembre 2019	New-York, ETATS-UNIS	Vendre aux Opérations de maintien de la paix et au secrétariat des Nations Unies à New-York	https://www.businessfrance.fr/v endre-aux-operations-de- maintien-de-la-paix-et-au- secretariat-des-nations-unies	nathalie.issa@businessfranc e.fr
10 au 12 décembre 2019	Dakar, SENEGAL	Rencontres avec les bailleurs de fonds internationaux actifs au Sénégal	https://www.businessfrance.fr/re ncontre-avec-les-principaux- bailleurs-de-fonds-au-senegal- opportunites-du-plan-senegal- emergent-pse-2019-2023	louise.sanna@businessfranc e.fr
Janvier 2020	BF Paris	Atelier d'information : La Banque interaméricaine de développement		herve.jevardat@businessfra nce.fr
08 janvier 2020	BF Paris	Atelier d'information : Les financements de l'AFD pour l'Afrique continentale		louise.sanna@businessfran ce.fr
8 janvier 2020	MEDEF (55 avenue Bosquet, Paris)	Réunion de présentation de la feuille de route 2020 du bureau de MEDEF International auprès des Institutions financières internationales à Washington DC (Banque mondiale, BID, MCC, USAID, etc.)		Antonin D'Ersu adersu@medef.fr
Février 2020	Bamako, MALI	Les financements des banques de développement Rencontres avec les bailleurs de fonds internationaux, partenaires publics ou privés		louise.sanne@businessfran ce.fr
10 au 12 mars 2020	Dubaï, EMIRATS ARABES UNIS	Pavillon France sur le Salon DIHAD (aide humanitaire et développement)	https://www.businessfrance.fr/di had2020-pavillon-france	nathalie.issa@businessfran ce.fr
11 au 14 mai 2020	Washington DC, ETATS-UNIS	Délégation à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement		Antonin D'Ersu adersu@medef.fr

Objectif Développement est une publication bimestrielle de la DG Trésor réalisée en partenariat avec Business France et le Medef International







Directeur de la publication : Odile Renaud-Basso, Directrice générale du Trésor

Rédacteur en chef : Christophe Morchoine christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Direction générale du Trésor - Ministère de l'Économie et des Finances

Adresse: 139 rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12

www.tresor.economie.gouv.fr

Suivez-nous sur Twitter * et sur Linkedin in



